

ACTION URGENTE

DES ENSEIGNANTS AHWAZIS RISQUENT D'ÊTRE EXÉCUTÉS PROCHAINEMENT ?

Hadi Rashedi et Hashem Shabani Amouri, deux enseignants emprisonnés appartenant à la minorité arabe ahwazie d'Iran, ont été transférés dans un lieu inconnu, ce qui laisse penser que leur exécution pourrait être imminente.

Le 7 décembre, **Hadi Rashedi et Hashem Shabani Amouri** ont été transférés dans un lieu inconnu. Ils se trouvaient jusqu'alors à la prison de Karoun, à Ahvaz (province du Khuzestan). Ils pourraient être exécutés très prochainement. En effet, Amnesty International a appris récemment que quatre hommes appartenant à la minorité arabe ahwazie avaient été exécutés en secret en novembre ou décembre 2013.

Hadi Rashedi et Hashem Shabani Amouri ont été arrêtés début septembre 2011, ainsi que trois autres hommes, **Mohammad Ali Amouri, Sayed Jaber Alboshoka** et son frère **Sayed Mokhtar Alboshoka**, apparemment en raison de leurs activités culturelles au profit de la minorité ahwazie d'Iran. Le 7 juillet 2012, ils ont été condamnés à mort par la deuxième chambre du tribunal révolutionnaire d'Ahvaz pour « inimitié à l'égard de Dieu », « corruption sur terre », « rassemblement et collusion en vue de porter atteinte à la sûreté de l'État » et « propagande contre le régime ». Privés d'avocat et de tout lien avec leurs familles pendant leurs neuf premiers mois de détention, ils auraient subi des actes de torture ou d'autres mauvais traitements avant et après le prononcé du jugement. Avant leur procès, une chaîne de télévision d'État a diffusé les « aveux » de Hadi Rashedi et Hashem Shabani Amouri, ce qui est contraire aux normes internationales d'équité des procès. En janvier 2013, la Cour suprême a confirmé leurs peines de mort. En mars 2013, les deux condamnés ont entamé une grève de la faim pour protester contre cette décision, dénoncer les actes de torture et les autres mauvais traitements qu'ils auraient subis et s'élever contre la privation de soins médicaux que leur inflige la direction de la prison. Leur action a duré 28 jours.

En août 2013, les cinq hommes cités ont été transférés dans un lieu inconnu, où ils ont été détenus entre une et cinq semaines. Hadi Rashedi et Hashem Shabani Amouri auraient subi des pressions les incitant à faire des « aveux » filmés. Du fait de leur refus, ils auraient été torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en persan, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- priez instamment les autorités de révéler où se trouvent Hadi Rashedi et Hashem Shabani Amouri, de n'exécuter aucun des cinq hommes cités (nommez-les) et d'ordonner qu'ils soient tous rejugés dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité et sans encourir la peine de mort ;
- exhortez-les à enquêter efficacement sur les allégations selon lesquelles ces hommes ont subi des actes de torture ou d'autres mauvais traitements et de ne pas juger recevables des « aveux » qui ont peut-être été obtenus sous la torture ;
- demandez-leur de garantir que ces hommes soient protégés de la torture et des autres formes de mauvais traitements, qu'ils bénéficient des soins médicaux nécessaires et qu'ils puissent contacter immédiatement et régulièrement leurs avocats et leurs familles.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 JANVIER 2014 À :

Guide suprême de la République islamique d'Iran
Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street – End of Shahid
Keshvar Doust Street,
Tehran, République islamique d'Iran
Twitter : @khamenei_ir
Courriel : info_leader@leader.ir
Formule d'appel : *Your Excellency*, / Excellence,

Responsable du pouvoir judiciaire
Ayatollah Sadegh Larijani
c/o Public Relations Office
Number 4, 2 Azizi Street
intersection
Tehran, République islamique d'Iran
Courriel : info@dadiran.ir
(objet : « FAO
Ayatollah Sadegh Larijani »)
Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

Copies à :
Président de la République islamique d'Iran
Hassan Rouhani
The Presidency
Pasteur Street, Pasteur Square
Tehran, République islamique d'Iran
Courriel : media@rouhani.ir
Twitter : @HassanRouhani
(anglais) et
@Rouhani_ir (persan)

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 137/12. Pour en savoir plus : <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE13/049/2012/fr>.

ACTION URGENTE

DES ENSEIGNANTS AHWAZIS RISQUENT D'ÊTRE EXÉCUTÉS PROCHAINEMENT ?

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Mohammad Ali Amouri, Sayed Jaber Alboshoka, Sayed Mokhtar Alboshoka, Hashem Shabani Amouri et Hadi Rashedi sont membres ou cofondateurs d'Al Hiwar, institut culturel enregistré sous le mandat de l'ancien président Khatami et qui organisait des manifestations en langue arabe, notamment des conférences, des cours dans des disciplines scolaires ou artistiques et des récitations de poèmes à Ramshir, ville du sud-ouest du pays. Al Hiwar a été frappé d'une interdiction en mai 2005 et nombre de ses membres ont été arrêtés depuis lors.

Les cinq hommes cités ont été arrêtés à leurs domiciles respectifs début 2011, à l'approche du sixième anniversaire des manifestations de grande ampleur organisées par des Arabes ahwazis en avril 2005. Mohammad Ali Amouri a été arrêté 20 jours après avoir été renvoyé de force d'Irak, où il s'était réfugié en décembre 2007. Il n'a pas été autorisé à recevoir la visite de ses proches pendant ses neuf premiers mois de détention et Amnesty International pense qu'il a été torturé ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements. Hadi Rashedi a été hospitalisé après son interpellation, apparemment à la suite des mêmes sévices ; il serait en mauvaise santé. La famille de Sayed Jaber et Sayed Mokhtar Alboshoka a affirmé que le premier avait eu des dents et la mâchoire cassées en détention et que le second avait souffert de dépression et de pertes de mémoire consécutives à des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Selon certaines informations, des gardiens de prison auraient aspergé Hashem Shabani Amouri d'eau bouillante.

Le 13 décembre 2011, Hashem Shabani Amouri et Hadi Rashedi sont apparus dans une émission diffusée sur Press TV, chaîne de télévision en langue anglaise dirigée par l'État iranien. Hashem Shabani Amouri a admis appartenir à la Résistance populaire (*al Moghavema al Shabia*) – liée, selon ses dires, à Saddam Hussein et à Mouammar Kadhafi, anciens dirigeants de l'Irak et de la Libye, respectivement. Hadi Rashedi, décrit comme le « responsable de la branche armée » de ce mouvement, a affirmé avoir participé à l'attaque d'une maison dans laquelle se trouvaient quatre représentants du gouvernement.

Rahman Asakereh, un enseignant arrêté aux alentours de la même date et jugé aux côtés des cinq hommes cités, a été condamné à 20 ans de réclusion en exil intérieur. Sa condamnation a été confirmée en janvier 2013.

Ghazi Abbasi, Abdul Reza Amir Khanaferreh, Abdul Amir Mojaddami et Jasim Moghaddam Payam, quatre autres Arabes ahwazis, ont été exécutés en novembre ou décembre 2013 après avoir été transférés de la prison de Karoun vers un lieu inconnu le 3 novembre. Amnesty International croit savoir que leurs familles n'ont pas été informées des dates exactes des exécutions, ni avant qu'elles aient eu lieu ni après, et n'ont pas pu récupérer leurs corps. Par ailleurs, l'avocat de l'un de ces hommes a indiqué qu'il n'avait pas eu connaissance des exécutions au préalable alors que le droit iranien dispose que les représentants juridiques doivent recevoir une notification 48 heures avant l'exécution de leur client.

L'article 38 de la Constitution iranienne et l'article 9 de la Loi relative au respect des libertés légitimes et à la protection des droits des citoyens interdisent de pratiquer une quelconque forme de torture aux fins d'obtenir des « aveux ». Par ailleurs, le Code pénal iranien prévoit les sanctions encourues par les agents de l'État qui torturent des citoyens pour leur extorquer des « aveux ». Pourtant, malgré ces garanties juridiques et constitutionnelles, qui rendent irrecevables les témoignages, serments et aveux obtenus sous la contrainte, des « aveux » extorqués sous la torture sont parfois diffusés à la télévision avant même le début du procès et souvent acceptés à titre de preuves par les tribunaux iraniens. Ces pratiques constituent une violation de l'article 14 (présomption d'innocence) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel l'Iran est partie, ainsi que d'autres normes en matière d'équité des procès. Elles sont également contraires au droit iranien, notamment à l'article 37 de la Constitution, à l'article 2 de la Loi de 2004 relative au respect des libertés légitimes et à la protection des droits des citoyens et à la première note se rapportant à l'article 188 du Code de procédure pénale, qui érige en infraction le fait de publier dans les médias l'identité d'une personne reconnue coupable avant le prononcé de la peine définitive.

Noms : Mohammad Ali Amouri, Sayed Jaber Alboshoka, Sayed Mokhtar Alboshoka, Hashem Shabani Amouri, Hadi Rashedi

Hommes

Action complémentaire sur l'AU 137/12, MDE 13/053/2013, 9 décembre 2013